

“Le Front Patriotique entre en guerre contre les médias en ligne”, *Zambia Reports*, 25 juillet 2012

Ces derniers mois, le Front Patriotique, le parti au pouvoir, a multiplié les critiques publiques à l'encontre des médias d'information en ligne, affirmant qu'un certain nombre de sites Internet à forte audience avaient publié de fausses informations et des contenus prétendument diffamatoires à l'égard d'officiels zambiens.

La pression a atteint son sommet plus tôt dans la semaine lorsque le ministre de la Défense, Godfrey Bwalya Mwamba (le neveu du Président Michael Sata, communément appelé GBM), a menacé de lancer un ultimatum de sept jours contre le site d'opposition *Zambian Watchdog*, exigeant le retrait d'un article sous peine de faire bloquer le site par la police en cas de refus.

Aujourd'hui la tension a monté d'un cran, puisque les rédacteurs en chef du site ont opposé à la demande du ministre de la Défense un refus catégorique. “Ce que nous avons écrit est vrai, exact et clair. Ce n'était que la vérité ; la pure vérité”, a protesté la rédaction de *Zambia Reports*.

Dans une interview accordée hier au *Daily Mail*, le ministre de la Défense a déclaré qu'il ne s'agissait que d'une question de temps avant que le gouvernement s'attaque aux publications en ligne.

“Par exemple, j'ai dépensé plus de 50 000 pounds pour emmener mes enfants, petits enfants, femme et autres membres de ma famille à la cérémonie de diplôme de mon fils Muma”, a déclaré Mwamba dans son interview au *Daily Mail*, faisant référence à la remise de diplôme de son fils à l'Université de Manchester. “Mais ce qui a été rapporté c'est que moi-même et l'Honorable Chikwanda rendions visite au Président à l'hôpital. Ceci est faux et renforce notre désir de traiter directement et honnêtement avec tous les pourvoyeurs de mensonges en utilisant tous les moyens légaux disponibles. Pour nous, l'argent n'est pas le problème ici.”

Quelques jours plus tôt, un membre historique du Front Patriotique, Wynter Kabimba, avait lui aussi publiquement critiqué les médias en ligne, les accusant d'avoir insulté des figures religieuses et tribales. S'exprimant au nom du Front Patriotique, il avait promis une réponse imminente.

Quelques spécialistes des médias avec qui nous nous sommes entretenus expliquent que ces échanges ont poussé le Front Patriotique à partir en guerre contre les médias en ligne - et le doute persiste quant à celui qui en sortira indemne.

Les tensions entre le parti au pouvoir et les journalistes d'opposition ont débuté bien plus tôt. Les menaces de fermeture des sites ont été précédées du licenciement de reporters du journal *Times of Zambia*, détenu par l'État, qui avaient été perçus comme déloyaux au parti en place, d'interrogatoires d'employés de médias d'État, d'une multitude de procédures judiciaires à l'encontre des rédacteurs en chef de *Daily Nation*, une publication d'opposition, de plusieurs

arrestations de journalistes et d'une peine de prison à l'encontre d'un fonctionnaire pour avoir insulté le président.

En Zambie, l'offre médiatique pour le grand public n'est pas franchement diversifiée. Il n'existe que trois journaux ayant une portée nationale - *Times of Zambia*, *Zambia Daily Mail*, and *The Post Newspaper* - parmi lesquels deux sont la propriété du gouvernement. Le troisième est possédé et dirigé par un allié proche du parti au pouvoir. Par coïncidence, une controverse a émergé lorsque le Ministre du Travail, Fackson Shamenda, a déclaré à plusieurs reprises que la compagnie détenant *Times of Zambia* était prétendument en faillite. Si le journal venait à être privatisé, l'acheteur le plus probable serait le ministre de la Défense Bwalya.

Certains journalistes affirment qu'ils sont victimes d'une pression qui les poussent à autocensurer leurs enquêtes lorsqu'elles traitent de questions politiques. Suite à l'élection du Président Michael Sata, plus d'une douzaine d'employés du *Post Newspaper* ont été nommés à des postes bien rémunérés au sein du gouvernement, incluant celui de porte-parole du Président. "Nous vivons dans la peur parce que nous ne savons pas si nous devons continuer à rendre des comptes à nos supérieurs dans les rédactions. Ces derniers peuvent nous dénoncer à nos sources au sein du gouvernement." affirme un journaliste qui s'était confié à *Zambia Reports* en avril 2012. "Nous pratiquons désormais l'autocensure ; nous tuons dans l'oeuf ces histoires dès lors qu'elles impliquent des officiels du gouvernement."

Malgré un faible taux de pénétration internet, de seulement 10%, nombreux sont ceux qui craignent que le gouvernement soit résolu à réduire au silence les sources d'information en ligne, privant les opposants au parti au pouvoir d'une voix pour exprimer leurs revendications.